

**Projet de règlement grand-ducal**

**modifiant le règlement grand-ducal du 25 avril 2001  
concernant la commercialisation des matériels de  
multiplication des plantes ornementales**

---

**Avis du Conseil d'État**

(12 mars 2019)

Par dépêche du 17 octobre 2018, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.

Le projet de règlement grand-ducal était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche d'évaluation d'impact, du texte coordonné du règlement grand-ducal du 25 avril 2001 concernant la commercialisation des matériels de multiplication des plantes ornementales, que le projet élargé tend à modifier, ainsi que du texte de la directive d'exécution (UE) 2018/484 de la Commission du 21 mars 2018 modifiant la directive 93/49/CEE pour ce qui est des exigences auxquelles les matériels de multiplication de certains genres ou espèces de *Palmae* doivent satisfaire en ce qui concerne *Rhynchophorus ferrugineus* (Olivier).

Selon la lettre de saisine, aucune fiche financière n'a été jointe, étant donné que le projet n'aurait pas d'impact sur le budget de l'État.

L'avis de la Chambre de commerce a été communiqué au Conseil d'État par dépêche du 20 décembre 2018. L'avis de la Chambre d'agriculture, demandé selon la lettre de saisine, n'est pas encore parvenu au Conseil d'État au moment de l'adoption du présent avis.

**Considérations générales**

Le projet de règlement grand-ducal sous examen vise à modifier le règlement grand-ducal précité du 25 avril 2001 afin de transposer la directive d'exécution (UE) 2018/484 précitée.

La commercialisation des matériels de multiplication des plantes ornementales fait l'objet de la directive 98/56/CE du Conseil du 20 juillet 1998 concernant la commercialisation des matériels de multiplication des plantes ornementales. Cette directive a été transposée en droit national par le règlement précité du 25 avril 2001 que le règlement en projet tend à modifier.

Le règlement précité du 25 avril 2001 avait été pris sur le fondement de la loi du 9 novembre 1971 portant réglementation du commerce des semences et plants, depuis abrogée et remplacée par la loi du 18 mars 2008

sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques. Le Conseil d'État note que le règlement grand-ducal précité du 25 avril 2001 qu'il s'agit de modifier, avait été adopté selon la procédure d'urgence en vertu de l'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la loi abrogée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État.

Les auteurs ont omis d'indiquer au préambule la base légale du texte en projet. Or, la loi précitée du 18 mars 2008, tout comme la loi précitée du 9 novembre 1971 figurant comme base légale au préambule du règlement grand-ducal précité du 25 avril 2001, s'applique aux « espèces déterminées de semences de céréales, de betteraves, de plantes fourragères, de légumes, de plantes oléagineuses et à fibres ainsi qu'aux plants de pommes de terre, destinés à être livrés aux utilisateurs en vue de la mise en culture, de la reproduction ou de la multiplication », sans que les « plantes ornementales » y soient explicitement mentionnées. Le relevé des espèces correspondant aux catégories de semences et des plants visés par la loi précitée du 18 mars 2008, qui fait l'objet du règlement grand-ducal du 9 janvier 2019 modifiant le règlement grand-ducal du 3 septembre 2016 fixant la liste nationale des variétés des espèces de plantes agricoles, ne fait pas non plus mention des plantes ornementales. Les plantes ornementales visées par le règlement en projet ne se trouvent dès lors pas comprises dans le champ d'application de la loi. Aux yeux du Conseil d'État, la loi précitée du 18 mars 2008 ne fournit pas une base légale suffisante au règlement en projet.

Le Conseil d'État considère par conséquent que le règlement en projet, par ailleurs pris dans une matière réservée à la loi en vertu de l'article 11, paragraphe 6, de la Constitution, ne dispose pas d'une base légale appropriée et risque d'encourir la sanction de l'article 95 de la Constitution.

## **Examen des articles**

### Article 1<sup>er</sup>

Le Conseil d'État renvoie à ses observations générales quant à l'absence de base légale.

### Article 2

Sans observation.

## **Observations d'ordre légistique**

### Observations générales

En ce qui concerne la structure du règlement en projet sous avis, le Conseil d'État signale que lorsqu'il est envisagé de modifier plusieurs articles d'un même texte qui ne se suivent pas ou lorsqu'il s'agit d'apporter de manière ponctuelle des modifications à des articles qui se suivent, il y a lieu de consacrer à chaque article à modifier un article distinct, comportant un chiffre arabe. L'intitulé complet ou, le cas échéant, abrégé de l'acte à modifier est alors à mentionner au dispositif à la première modification qu'il

s'agit d'apporter à cet acte, même s'il a déjà été cité dans l'intitulé ou auparavant dans le dispositif. Les modifications subséquentes que le dispositif apporte à cet acte se limiteront à indiquer « du même règlement », en lieu et place de la citation de l'intitulé.

### Préambule

Les directives européennes ne sont pas à mentionner au préambule, étant donné qu'elles ne peuvent servir de fondement légal pour prendre un règlement national. Les premier et deuxième visas sont dès lors à omettre.

Il y a lieu de faire abstraction au préambule de références aux actes hiérarchiquement inférieures. Le troisième visa est par conséquent à supprimer.

Le quatrième visa relatif aux avis des chambres professionnelles est à adapter, le cas échéant, pour tenir compte des avis effectivement parvenus au Gouvernement au moment où le règlement grand-ducal en projet sera soumis à la signature du Grand-Duc.

### Article 1<sup>er</sup>

Au point 1<sup>o</sup>, le terme latin « *bis* » s'écrit en italique. De plus, à l'occasion de l'insertion du nouvel article, le texte nouveau est précédé de l'indication du numéro correspondant qui est souligné.

Par ailleurs, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, lettre b), de l'article à insérer, il convient, à deux reprises, de faire suivre les termes « dans l'Union » de l'adjectif « européenne ».

À l'alinéa 2 de l'article à insérer, il convient de faire référence à l'« article 2, paragraphe 1<sup>er</sup>, lettre h), de la directive 2000/29/CE du 8 mai 2000 concernant les mesures de protection contre l'introduction dans la Communauté d'organismes nuisibles aux végétaux ou aux produits végétaux et contre leur propagation à l'intérieur de la Communauté, telle que modifiée et de l'article 5, paragraphe 3, de la même directive. »

Au point 2<sup>o</sup>, il convient de faire précéder le texte du paragraphe à remplacer de l'indication de son numéro.

Au point 3<sup>o</sup>, les guillemets sont à fermer après l'annexe qu'il s'agit d'insérer.

### Article 2

Étant donné que l'exécution d'un règlement grand-ducal doit être assurée au-delà des changements de membres du Gouvernement, la formule exécutoire doit viser la fonction et non pas le titulaire qui l'exerce au moment de la prise du règlement en question. Partant, il convient d'écrire « ministre » avec une lettre initiale minuscule. Par ailleurs, lorsqu'est visée la fonction, la désignation d'un membre du Gouvernement se fait de préférence de la manière suivante : « Notre ministre ayant [compétence gouvernementale] dans ses attributions », et non pas « Notre Ministre de [...] ». La désignation des compétences gouvernementales se fait suivant

l'arrêté grand-ducal portant attribution des compétences ministérielles aux membres du Gouvernement, en l'occurrence l'arrêté grand-ducal du 5 décembre 2018 portant constitution des Ministères. Les attributions ministérielles sont en effet à déterminer avec précision, en renseignant sur la compétence dans le cadre de laquelle le membre du Gouvernement est appelé à intervenir.

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 20 votants, le 12 mars 2019.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Wivenes